

Je promets que je prendrai part à *la cause sacrée des peuples*, à la lutte pour la paix avec beaucoup de dévouement, et dans les Jeux Olympiques de 1956 je renforcerai avec une conduite digne D'UN SPORTIF SOCIALISTE les forces de la paix universelle, et je cultiverai l'esprit olympique.

En conclusion de ce serment, qu'il nous soit permis de rappeler une décision du Comité International Olympique qui figure à la page 99 (97 du texte anglais) des Informations générales dans l'opuscule des *Règles olympiques* et qui dit ceci :

Le Comité International Olympique considère néanmoins comme dangereux pour l'idéal olympique qu'à côté du développement légitime des sports, en conformité des principes de l'amateurisme, puissent se propager certaines tendances qui viseraient surtout à une EXALTATION NATIONALE (c'est nous qui soulignons, *Réd.*) des succès remportés, plutôt que la réalisation de l'objectif commun et concordant qui est la loi essentielle de l'olympisme.

Nous relevons encore deux textes qui figurent dans ce même opuscule du Comité International Olympique à la page 84 (82 du texte anglais) et qui disent que les délégués des Fédérations Internationales, lors

de leur rencontre en 1946 avec la Commission Exécutive du Comité International Olympique, ont adopté une résolution dans laquelle il est cité, entre autres :

Conjointement, ils ont déclaré qu'ils luttaient de toutes leurs forces contre toute ingérence commerciale ou POLITIQUE dans leurs travaux.

Puis :

Il y a une tendance à mettre trop l'accent SUR LA PERFORMANCE OU LE NOUVEAU RECORD, et pas assez sur la valeur éducative, sociale, esthétique, éthique et spirituelle du sport amateur.

Le Comité International Olympique reconnaît parfaitement que la fierté nationale est un sentiment légitime, mais les Jeux Olympiques, pas plus que n'importe quelle compétition sportive, ne permettent d'indiquer qu'une nation est supérieure à une autre ou qu'un système politique est supérieur à un autre.

Le *serment hongrois* prononcé par les athlètes de la délégation hongroise nous laisse songeur.

## Du stade à la tribune

(tiré de la « Tribune de Genève » du 6. 7. 1957  
avec l'aimable autorisation de l'auteur.)

Les gros titres des rubriques sportives parlent, ces jours-ci, de tel tour cycliste ou d'un record d'athlétisme. Mais, en fait, la plus grosse nouvelle sportive vient de s'inscrire modestement en quelques petites lignes, dans de rares journaux. Elle pourrait s'intituler : *Un Américain parle aux Américains* et nous dit très crûment, en substance : Bien qu'ils soient reconnus par le Comité International Olympique et, donc, invités aux Jeux d'Hiver en 1960, les Bulgares et les Chinois de la République populaire risquent de ne pouvoir concourir à Squaw Valley faute d'un visa d'entrée aux Etats-Unis, parce que ce pays n'entretient pas de relations diplomatiques avec les leurs. M. Avery Brundage, président du Comité International Olympique, a dit que si un compromis n'intervient pas, les Jeux d'Hiver de 1960 seraient transférés dans un autre pays.

Cela n'a l'air de rien, et c'est énorme.

Jusqu'ici encore inconscient de sa force et de ses moyens, l'immense monde des sports se pliait, en conformiste, aux exigences, aux décisions, voire aux erreurs des gouvernements. On le voit encore quand la Syrie refuse d'inviter Israël à des championnats internationaux et, dans le passé, il y a

peu d'exemples comparables à celui donné par le comte de Baillet-Latour qui, alors président du Comité International Olympique, menaçait Hitler de retirer aux Allemands les Jeux d'Hiver de 1936 s'il ne faisait immédiatement débarrasser les routes menant à Garmisch-Partenkirchen de leurs panneaux de propagande antijuive...

Maintenant, parlant au nom du sport tout entier M. Brundage dit carrément à ses propres compatriotes : « Les Jeux n'appartiennent à aucun pays mais à tous. Si votre politique n'autorise pas tous les peuples à venir fouler votre sol, nous irons planter ailleurs le drapeau olympique, voilà tout. Et tant pis pour l'argent que vos Jeux vous auront déjà coûté. » Nul autre langage ne peut mieux toucher au vif les Américains. Rien de plus clair non plus ne saurait montrer que le sport entend s'affranchir des tutelles qui divisent les peuples. Car, en effet, que serait, autrement, la mission supérieure du sport ? Et que deviendrait aussi un *Tour de France*, si les Italiens ou les Belges n'y pouvaient participer parce que leur gouvernement et celui de Paris seraient en froid ?

*Passepartout.*